

TRIBUNE Socialiste

**POUR LA
NÉGOCIATION
IMMÉDIATE :**

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

VOTEZ NON

LE Conseil National du P.S.U. dénonce devant le pays l'escroquerie politique que constitue l'organisation du référendum du 8 janvier. Pour masquer l'échec de son entreprise, le Général de Gaulle pose aux Français une question qui concerne deux propositions contradictoires et exige une seule réponse. Si le référendum n'avait porté que sur le principe de l'autodétermination, le P.S.U. aurait répondu « OUI » afin d'isoler l'extrême droite et de souligner sa faiblesse. Mais il porte également sur l'octroi d'institutions provisoires qui préjugent de la décision du peuple algérien et éloignent la réalisation de l'autodétermination.

Cette procédure peut d'autant moins être acceptée que les tragiques événements de la semaine dernière ont montré d'une manière irréfutable que la création d'une « République algérienne » sans négociations avec le G.P.R.A. se heurterait à la résistance de l'immense majorité de la population musulmane. Le gouvernement français en serait réduit à concéder à une poignée de fantoches des droits et des pouvoirs qui ne comporteraient pas de contrepartie réelle puisque les forces représentatives du peuple

forcée jusqu'au jour où la négociation des conditions de l'autodétermination sera effectivement engagée et non point simplement évoquée ou promise.

**

C'EST pourquoi le P.S.U. a pris l'initiative de proposer à toutes les organisations politiques et syndicales qui se sont prononcées pour une paix négociée, la seule plate-forme susceptible de les unir et de faire reculer le Pouvoir : celle d'un « boycott » massif du référendum. Si ce « boycott » aurait été vraisemblablement conduit à modifier ses plans et peut-être même à renoncer à sa comédie plébiscitaire.

Malheureusement, la plupart des organisations consultées et en premier lieu le Parti Communiste et la S.F.I.O. n'ont pas voulu nous suivre dans cette voie. L'union si nécessaire n'a pas été réalisée. Dès lors le P.S.U. qui ne saurait à lui seul mettre en œuvre la campagne du « boycott » doit donner à son tour une réponse aux questions du référendum.

DÉCLARATION DU CONSEIL NATIONAL DU P.S.U.

algérien ne seraient en rien engagées par les décrets promulgués comme par les accords signés.

**

AJCUN électeur ne pouvant voter à la fois pour un principe et pour son contraire, la consultation du 8 janvier prend nécessairement l'allure d'un plébiscite personnel. On nous demande une fois de plus de faire confiance au Général de Gaulle.

Le P.S.U. refuse d'accorder cette confiance. Il constate que si la Paix n'a pas encore été faite, c'est non seulement en raison de l'attitude aveugle et criminelle des ultras et d'une partie du corps des officiers, mais aussi et surtout, en raison de la politique du Général de Gaulle lui-même, politique de fausses promesses et de demi-mesures qui tend à maintenir sous une façade nouvelle, la vieille domination impériale.

Le P.S.U. ne tire pas de cette constatation la conclusion que la Paix n'est pas possible tant que le Général de Gaulle sera là. Mais il affirme que De Gaulle ne fera la Paix que s'il y est contraint par l'action du peuple algérien, par l'évolution de la situation internationale et par la pression des forces populaires françaises. Cette pression doit être maintenue et ren-

Cette réponse ne peut être que le « NON ». Non à la guerre d'Algérie, non au sang versé, aux violences accomplies, aux folles dépenses militaires, non au refus d'appliquer le principe de l'autodétermination, non à la monarchie gaulliste, à ses mensonges et à son impuissance.

**

LE sort de la Paix ne dépend en rien de la comédie du 8 janvier. Il dépend en revanche pour beaucoup de la résistance des jeunes et de l'action des masses. C'est pourquoi le Conseil National du P.S.U. demande au Comité Politique et à son bureau de multiplier les initiatives en vue de réaliser dans l'unité une série d'actions comparables à celles qui ont marqué la journée du 27 octobre.

Les manœuvres et les ruses du pouvoir ne doivent pas ralentir le combat pour la Paix.

Depuis les derniers événements d'Algérie et le double échec de la politique de l'Algérie française et de la politique de l'Algérie gaullienne, la guerre est entrée dans une phase nouvelle. Il faut faire en sorte qu'il s'agisse de sa phase finale.

Lisez, faites lire **TRIBUNE Socialiste**

ABONNEZ-VOUS : 1 AN : 19 NF — 6 MOIS : 10 NF

C.C.P. PARIS 5826-65 — 54, Boulevard Garibaldi - PARIS-XV^e

LA VIE DU PARTI

Nous sommes au regret de ne pouvoir donner, dans ce « T. S. », qu'une Vie du Parti extrêmement réduite. Le compte rendu du Conseil National de dimanche dernier en est la cause. Nous rendrons compte, la semaine prochaine, des meetings de P. Mendès-France à Nancy (25 adhésions), d'H. Puisais, dans la Manche, etc.

CALENDRIER P. S. U.

JANVIER 1961

- 3 REIMS R. Verdier
- 3 ROUEN Ed. Depreux
- 3 VITRY-LE-FRANÇOIS J. Binot
- 5 PARTHENAY (D.-Sèvres) J. Poperen
- 5 TOURS Ed. Depreux
- 12 CAEN D. Mayer et Y. Craipeau

COTES-du-NORD

Élections cantonales

Nous avons rendu compte, la semaine dernière, du résultat du premier tour des élections de Lézardieux, pour lequel notre camarade Le Beaudour rassemblait sur son nom 1.083 voix. Ce résultat est à souligner pour un canton traditionnellement axé à droite et où les forces anti-législatives sont très influentes.

Porte-drapeau de toute la gauche, Le Beaudour — que la presse a faussement qualifié de S.F.I.O. alors qu'il a largement dépassé le drapeau du P.S.U. — a obtenu, au second tour 1.565 voix, le candidat communiste s'étant désisté pour notre camarade.

Ce fut une très belle campagne, la Fédération P.S.U. fit un excellent travail contre un candidat réactionnaire honteux, se présentant « sans étiquette ».

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE. 15-04
du 21 au 27 décembre

VIEILLES LÉGENDES TCHÉQUES

et

avec Spencer TRACY

Conférence nationale des étudiants

La Conférence Nationale extraordinaire des Etudiants du P.S.U. a réuni, vendredi et samedi derniers, les délégués des groupes de Paris et autres villes universitaires (Lille, Bordeaux, Toulouse, Rennes, Grenoble, Poitiers, Rouen, Caen, Nancy, Clermont, Lyon).

Cette conférence était pour nous importante puisqu'elle était la première depuis la naissance du P.S.U. en mars dernier. Une équipe de camarades venus de l'U.G.S. et du P.S.A. avait alors été mise en place, qui devait assurer la fusion chez les étudiants (ce qui n'a pratiquement posé aucun problème), mettre sur pied l'organisation étudiante et définir sa place à l'intérieur du parti, établir son influence sur le plan national et international, et enfin poser devant les instances du parti le problème de l'attitude des jeunes face à la guerre d'Algérie.

Conférence importante aussi parce qu'elle se plaçait en une conjoncture politique assez confuse, au terme d'une période où les forces populaires favorables à la paix immédiate avec l'Algérie avaient repris l'offensive et où surtout les jeunes avaient joué un rôle décisif : — d'abord en obligeant la gauche tout entière, par leur refus de la guerre, à prendre position, — ensuite en prenant une part importante au succès de la journée du 27 octobre.

Le problème algérien, le problème des jeunes face à la guerre d'Algérie, devaient nécessairement dominer les débats et les discussions, mais ils n'empêchèrent cependant pas la conférence de définir les moyens d'une action plus efficace et de délimiter les problèmes internes de l'organisation étudiante.

L'Algérie

Le premier souci des délégués était celui de comprendre et d'expliquer les motivations qui ont poussé des jeunes à telle ou telle forme de refus de la guerre, d'en analyser les causes, d'en voir aussi les conséquences possibles. Il

large pour en montrer le caractère positif mais aussi les limites, et surtout pour déterminer les points sur lesquels doit se porter en priorité notre effort. La conférence a affirmé sa volonté de tout mettre en œuvre pour que le mouvement d'opposition à la guerre ne faiblisse en aucune façon, pour que le lien entre les actes de refus de la guerre et les actions pour la paix soit plus marqué et enfin pour que le refus des jeunes devienne le refus de toute la nation.

Face au référendum imposé par la duplicité gaulliste, la Conférence, tout en se prononçant à une grande majorité pour le « non », a marqué sa volonté de poser les véritables problèmes masqués par l'équivoque en affirmant que la seule solution était évidemment la négociation avec le G.P.R.A. en demandant au parti « d'intensifier son effort en vue d'informer l'opinion publique par tous les moyens dont il dispose, sur la nature et les conditions de la lutte du F.L.N. », en suggérant des rencontres internationales où les jeunes Socialistes de gauche Européens pourraient envisager les moyens d'application de leur solidarité avec les jeunes Algériens, et surtout en décidant d'intensifier dans ses rangs l'effort de réflexion et d'enquête sur les conditions d'établissement d'une République Algérienne indépendante.

Un effort d'organisation interne

Pour mener à bien cette action, il importe que le mouvement étudiant soit plus structuré, et que ses liens avec le parti tout entier soient définis avec plus de précision. Les délégués en mettant l'accent sur le manque de liaison actuel entre les diverses sections, et plus spécialement entre Paris et la province, ont voulu remédier à l'une des faiblesses de notre mouvement.

D'autre part, la Conférence a recommandé la transformation des groupes étudiants en section d'entreprise, sous l'autorité directe des organismes fédéraux — recommandation qui tient compte

les étudiants ne doivent pas oublier qu'ils sont actuellement au service du parti. Il n'est donc pas question de transformer le mouvement étudiant en mouvement autonome. Mais il faut que, par une meilleure structuration, les groupes étudiants aient conscience d'appartenir à un même mouvement, définissant et appliquant une politique d'ensemble sur le plan étudiant. Cette spécificité du mouvement ne signifie d'ailleurs pas que les étudiants veuillent se couper des autres milieux jeunes: tous furent unanimes pour proposer les contacts et les actions les plus larges possibles avec les autres jeunes, notamment dans les modalités pratiques de la lutte contre la guerre.

Un effort de formation

Cette politique étudiante que le parti nous demande de définir avec lui, nous impose une prise de conscience claire des problèmes qui se posent au milieu étudiant, une réflexion d'ensemble sur les solutions immédiates, mais aussi sur les solutions conformes à notre combat socialiste. Aujourd'hui, le gouvernement semble avoir pour objectif essentiel celui de démanteler, non les réseaux fascistes, mais les structures démocratiques mises en place par la lutte revendicative des étudiants. La co-gestion des œuvres universitaires menacée, c'est la réforme de l'Enseignement, et surtout la nécessaire démocratisation de l'Université qui sont remises aux calendes grecques. Le travail de réflexion de l'U.N.E.F. sur l'adaptation de l'Université à l'économie est suivi avec intérêt par certains tenants du néo-capitalisme. Pourquoi de notre côté ne chercherions-nous pas à donner un contenu à des problèmes qui nous touchent au premier chef, nous qui accordons sa place réelle au syndicalisme dans la vie de la société? Ceci ne peut être fait sans un effort de formation parallèle de nos militants. Beaucoup de jeunes, beaucoup d'étudiants viennent au P.S.U. parce que celui-ci a su adopter une ligne d'action courageuse contre la guerre d'Algérie. Il s'agit pour nous de leur montrer qu'au delà de la guerre d'Algérie se posent les nécessités d'une transformation révolutionnaire de la société, que le P.S.U. n'est pas seulement le meilleur instrument pour lutter contre une guerre coloniale, mais aussi le meilleur instrument pour amener la Démocratie socialiste.

Deux commissions de travail vont donc être mises sur pied : — l'une de formation devant affronter des problèmes qui débordent le cadre strictement étudiant, l'autre devant étudier les problèmes spécifiquement étudiants. Le milieu étudiant est un milieu homogène, qui a tendance à vivre de plus en plus replié sur lui-même. L'U.N.E.F. a voulu élargir le champ de son activité. De notre côté il nous faut faire prendre conscience aux étudiants socialistes des problèmes des autres milieux jeunes et montrer à tous que « toute tentative de solution des problèmes immédiats débouche en fait sur une contestation fondamentale des structures sociales actuelles ».

La tâche qui attend les étudiants du P.S.U. est donc importante. Le travail d'organisation, de formation, ne peut être séparé, surtout dans la période actuelle, de l'action la plus soutenue contre la guerre d'Algérie et les menées des fascistes. Les manifestations du 27 octobre ont apporté la preuve de l'influence acquise par le P.S.U. dans la jeunesse étudiante. Nous devons donc tout mettre en œuvre pour transformer cette sympathie en adhésion entière.

R. LE LOCH

Suite de la rubrique « Etudiante » (Motion « Algérie », — nouveau Bureau, — Rapports avec les Etudiants du P.C.) dans le prochain « T. S. », n° 34.

Emmanuel TERRAY

FLASHES EN FLÈCHES

ÉTHIOPIE

Révolution manquée au pays du Négus. L'Éthiopie est un immense territoire peuplé de 20 millions d'habitants dont 80 % sont dans un état de misère, d'ignorance, d'asservissement et d'abandon qui rappelle les pires époques du Moyen-Age. Le Négus s'appuie sur des féodalités de grands propriétaires pour qui le développement du pays est le cadet des soucis. Le brève période pendant laquelle l'Italie fasciste tenta de coloniser l'Éthiopie (1936-1940) n'apporta rien au pays, sinon quelques grands travaux coûteux, spectaculaires et inutiles. Les chefs de l'insurrection, le Général Mengistu, le Ras Imru, le général Mulgeta Bulli avaient dénoncé « le système féodal des riches seigneurs », responsable de « trois mille ans d'injustice », la politique économique du Négus qui aboutissait à « priver le peuple de ses droits au profit des riches et des rares privi-

légiés », et avaient promis d'« améliorer le niveau de vie du peuple ». Ces déclarations semblent indiquer que la rébellion s'inspirait de l'expérience de Nasser, ou de la révolution récente des officiers turcs. L'opération a échoué mais cet échec pourrait bien n'être qu'un ajournement.

FRANCE

● Samedi dernier, L'Aurore annonçait sur huit colonnes en première page l'assassinat d'une mère de famille européenne et de ses trois enfants à la « Cité Climat de France » à Alger. Après avoir accumulé d'horribles détails — le meurtre avait été commis à la hache, le sang coulait partout, etc... — L'Aurore concluait à la nécessité de maintenir l'armée française en Algérie pour éviter à la population européenne d'Algérie le sort de cette malheureuse famille.

Vérification faite, la mère et les enfants se portent comme des chères, et leur assassinat est entièrement imaginaire; cela n'est pas pour déranger L'Aurore : M. Lazurick nous explique aujourd'hui que c'est la faute à la censure qui a laissé passer la fausse nouvelle. Si nous avons bien compris son argumentation, les journaux ont le droit le plus strict de publier des nouvelles forgées de toutes pièces, et c'est à la censure de faire le tri entre ce qui est vrai et ce qui est faux. Aussi M. Lazurick se déclare résolu à continuer la publication des nouvelles qui éclairent les conséquences de la politique du Gouvernement, car, comme le répétait l'Action Française avant la guerre, cette nouvelle est fautive, mais elle n'en est pas moins significative ». Ainsi, pour M. Lazurick, la liberté de la presse, c'est la liberté de mentir. Il y a un délit qui s'intitule « propagation de fausses nouvelles de nature à troubler l'ordre public » : qu'attend le pouvoir pour inculper M. Lazurick et mettre un terme à sa sale besogne?

● Les événements d'Algérie n'ont pas empêché les parlementaires de s'occuper de choses sérieuses : le jeudi 15 décembre — soit quatre jours après les massacres d'Alger — le gouvernement présentait au Parlement un projet de modification de la constitution; M. Briot (U.N.R.) saisit l'occasion pour protester contre les ordonnances gouvernementales concernant... les débits de boissons et les bouilleurs de cru. Après un débat passionné, M. Briot a eu gain de cause : les mesures qu'il attaquait ne seront pas appliquées avant le mois d'avril. L'U.N.R. se révèle ainsi une fois de plus comme le parti de la grandeur et du renouveau...

● Au « Procès des Barricades », le numéro des militaires est bien plus savoureux que celui

des civils. Extrayons-en ces quelques perles : de Juin (Alphonse) : « Imaginez un peu les choses dans Paris : l'École Militaire bourrée d'insurgés avec, devant elle, le Champ de Mars, sur lequel attaquaient des gendarmes à pied la carabine à la main, munis de grenades lacrymogènes. Il y a d'autres moyens que cela ! Voyez en 1944 quand la 2^e DB est arrivée devant le Champ de Mars et l'École Militaire avec les Allemands armés qui l'occupaient. Les hommes sont restés dans leurs chars et ils ont abordé l'École Militaire à coups de canons ! » ; du colonel Godard, ce portrait de Lagailarde : « Un garçon très attachant, un de ces jeunes officiers qu'il n'est pas besoin de pousser à l'action, qu'il faudrait plutôt retenir » (sic) ; de Massu (Jacques-Emile) : « Ce fossé entre les communautés dont on nous rebat les oreilles, ce n'était pas plus que les différences de 36 entre les classes sociales ». Rappelons que le premier de ces trois hommes est maréchal et a été Résident Général au Maroc, le second fut Directeur de la Sûreté en Algérie, le troisième est général de Corps d'Armée et fut préfet d'Alger...

Jack MUIR arrêté

Comme Pierre Boisgontier, Jack Muir, 23 ans, étudiant en anglais à Rouen, avait refusé le service militaire tant que dure la guerre d'Algérie. Il avait résilié son sursis et renvoyé sa feuille de route le convoquant à Lille le 3 novembre. Depuis un mois et demi, il travaille avec d'autres jeunes et des volontaires de l'Action Civique Non-Violente sur le chantier de service civil ouvert à Gagny (S.-et-O.).

Les autorités militaires devant le faire arrêter à partir du 15 décembre, ses compagnons, entièrement solidaires de sa demande, ont décidé de se faire arrêter avec lui. Le 15 décembre, vers 14 h. 30, onze d'entre eux se sont retrouvés enchaînés les uns aux autres en même temps qu'à la grille du jardin du musée de Cluny. Au-dessus d'eux, on lisait sur une banderole tendue entre deux arbres : « Pour la paix en Algérie par un service civil — Jack Muir va en prison — Nous sommes tous Jack Muir. » La police dut briser les chaînes et, vers 15 heures, ils furent embarqués dans deux cars de police. Trois distributeurs de tracts, un photographe de presse et quelques personnes trop intéressées furent aussi appréhendées.

N'ayant pas pris leurs papiers d'identité pour cette manifestation de solidarité, à seule fin de déclarer n'avoir pas d'autre identité que celle de Jack Muir, les quatorze non-violents sont encore, ce lundi 15 décembre, entre les mains de la Justice, et ont été transférés à la Santé.

UN APPEL DU SECRETARIAT DU P.S.U.

Notre Parti Socialiste Unifié est en plein essor. Les adhésions affluent. Les jeunes sont pleins d'enthousiasme. Nous sommes néanmoins cruellement handicapés par la médiocrité de nos ressources financières. Nous ne disposons pas d'un personnel en nombre suffisant pour assurer le travail indispensable.

Il y a des portes — que d'autres connaissent bien — auxquelles nous refusons de frapper.

C'est à vous tous que nous nous adressons. Pourquoi ceux d'entre vous qui le peuvent ne s'imposeraient-ils pas volontairement une cotisation mensuelle supplémentaire ?

Si 100 ans versaient chacun 5.000 francs par mois, nous disposerions dans une année de 6 millions qui seraient les bienvenus.

Les uns pourront fixer leur apport à 10.000 francs, davantage peut-être, d'autres à 1.000 ou 2.000. Certains d'entre vous feront une collecte autour d'eux pour nous en envoyer le montant.

Retournez-nous au Siège du Parti, 8, rue Henner, PARIS-9^e, la déclaration ci-dessous, et versez à Maurice KLEIN, 37, rue de Trévis, PARIS-9^e. (C.C.P. 4435-35 Paris) votre première mensualité.

A tous merci et en avant pour le socialisme authentique.

Je, soussigné (nom, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié, la somme de

Signature :

Que se passe-t-il EN INDOCHINE ?

● Juillet 1954 : le cessez-le-feu a sonné en Indochine. La France liquide son empire asiatique, évacue ses troupes et ses administrateurs, tente d'ouvrir un chapitre entièrement nouveau dans l'histoire de ses rapports avec les anciens pays vassaux, devenus « Etats associés ». La paix revient enfin dans les villages et les rizières ravagés par une guerre absurde de 8 années.

● Décembre 1960 : plus de 6 ans ont passé et l'Indochine est entrée à nouveau en convulsions. Au Laos, le canon a tonné sur les bords du Mékong et l'on se bat, comme en 1954, dans la Plaine des Jarres, à quelques dizaines de kilomètres de Dien-Bien-Phu, tombeau du Colonialisme français. Au Sud-Vietnam, un Coup d'Etat militaire manqué a révélé la fragilité du régime

présidentiel de Diem, paralysé par la corruption, soumis à la double menace d'un terrorisme impitoyable et de la propagande acharnée d'Hanoi qui se déchaîne sans répit contre le « régime fantoche » du Sud. Seul, le Cambodge échappe encore, presque miraculeusement, à cette atmosphère de guerre et de sédition.

Comment les espoirs suscités par la signature des Accords de Genève ont-ils pu à ce point être déçus ? Une certaine presse bien pensante résout le problème à sa manière : à l'entendre, le chaos actuel prouve que l'ancienne Indochine n'était pas mûre pour l'indépendance et que tout aurait mieux marché « si les Français étaient restés ». Mais une explication aussi simpliste ne résiste pas à l'analyse.

AU VIETNAM

L'HISTOIRE récente du Vietnam, le pays le plus étendu et le plus peuplé de la péninsule indochinoise, montre avec clarté les responsabilités des Occidentaux, de l'Amérique et de la France en premier lieu, dans la prolongation de la dangereuse division du pays en deux Etats rivaux.

Les Accords de Genève, en effet, avaient stipulé que le partage du pays par le 17^e parallèle, motivé par les nécessités militaires de l'armistice, devait être provisoire. Dès le mois de juillet 1956, des élections devaient être organisées dans tout le Vietnam afin de préparer sa réunification. Or, ces élections n'eurent jamais lieu car les Etats-Unis avaient décidé que le Sud-Vietnam serait un « bastion anti-communiste » et le tremplin de leur influence en Asie du Sud-Est.

A cette fin, il fallait gagner du temps pour renforcer le régime du Sud, faible et impopulaire, que des élections générales à cette date auraient certainement balayé au profit de la République Démocratique du Vietnam (R.D.V.N.). Le gouvernement de Saïgon refusa donc toutes les propositions d'Hanoi en vue d'organiser le scrutin. Quant à la France, elle s'associa avec l'Amérique, au nom de la « solidarité occidentale », à cette grave violation d'un des articles essentiels des Accords de Genève. Elle n'en fut guère récompensée car le gouvernement sudiste, agent zélé de l'impérialisme yankee, s'employa dans tous les domaines pour éliminer l'influence française au profit de l'influence américaine.

Depuis 1955, en effet, le dollar est roi à Saïgon. Malheureusement, les énormes dépenses du Trésor américain au Sud-Vietnam n'ont réussi qu'à rendre encore plus impopulaire le système de « dictature familiale » de M. Ngo Dinh Diem, dont les frères, les ministres, les généraux et les haut-fonctionnaires se sont scandaleusement enrichis aux dépens du peuple et de la classe moyenne.

Revenue de ses illusions, la majorité de la population du Sud, même si elle n'incline pas absolument vers le Communisme, prête désormais une oreille attentive à la propagande d'Hanoi.

Ayant constaté, en effet, qu'aucune possibilité d'entente n'existait avec le régime du Sud, la R.D.V.N. a décidé de l'abattre. Si Ho Chi Minh en donnait l'ordre, les 400.000 hommes de l'armée populaire, dont le moral et l'encadrement sont supérieurs, n'auraient probablement pas de peine à mettre en déroute les 150.000 soldats de l'armée sudiste, malgré son matériel et ses instructeurs américains. Mais une attaque frontale sur le 17^e parallèle est hors de question : ce serait une violation des Accords de Genève et Hanoi n'en veut pas. Selon la propagande du Nord, c'est au peuple vietnamien seul que revient la tâche d'éliminer le tyran du Sud.

C'est donc de l'intérieur que sont déclenchées les attaques qui doivent

donner au régime diémiste les coups mortels. Comme au temps où il fallait abattre « l'impérialisme français », la guerre révolutionnaire et la guerre psychologique font rage dans le Sud : les commandos du Vietminh, frappant la nuit, s'éclipsent le jour, harcèlent les dépôts et les voies de communication, rançonnent les planteurs et les commerçants ; leur propagande s'exerce sans répit, menace, terrorise, doctrine selon le cas. Dans les endroits où le Vietminh est fort, surtout dans le delta du Mékong et à l'extrême Sud, le Vietminh monte de véritables opérations, prend même le contrôle de certains territoires où il implante une administration provisoire. Entraînés par ses conseillers américains à la guerre classique, l'armée et la police du régime s'épuisent contre cet adversaire insaisissable, dans des entreprises de répression inefficaces dont la population souffre plus que les terroristes. Dans la troupe et parmi les officiers, le mécontentement se développe. Dans tous les milieux, l'opposition contre le régime fait tache d'huile et s'enhardit.

Le résultat, c'est le putsch avorté du 11 novembre : le Président Diem, cerné dans son palais par les parachutistes de Saïgon révoltés, réussit à force de ruse et d'obstination à rameuter des troupes fidèles et à briser la rébellion. Mais celle-ci a porté au système dictatorial un coup dont il ne se relèvera probablement pas. Le « régime Diem » n'est plus qu'un mort en sursis et il le sait.

Et les Américains ? De toutes parts, on les accuse d'avoir fomenté le coup de force, probablement pour substituer à Ngo Dinh Diem, qui n'a plus leur confiance absolue, un gouvernement militaire à leur entière dévotion. Quoi qu'il en soit, les rapports de Saïgon et de Washington se sont refroidis et la diplomatie américaine a réussi, au Vietnam, un tour de force : celui d'avoir dépassé, en imprévoyance, en fausse astuce, et finalement en impopularité, les combinaisons les plus saugrenues des baodaisistes français.

AU LAOS

AU Laos, c'est bien pire encore. Sans unité géographique ni ethnique, démunie de frontières naturelles, étalant ses 2.400.000 km², entre la Chine et la R.D.V.N. au Nord-Est, la Thaïlande et le Sud-Vietnam anti-communistes à l'Ouest et au Sud, le Cambodge neutraliste au Sud-Ouest, cet étrange pays était prédisposé à devenir, pour son malheur, un laboratoire et un champ d'expérience pour les colonisateurs, les diplomates et les stratèges des camps opposés. C'est ce qui n'a pas manqué de se produire...

Dès la conclusion de l'armistice de 1954, un problème vital se posait au Laos : la réintégration dans la com-

munauté nationale du Pathet Lao, mouvement dissident d'extrême-gauche dont les Accords de Genève avaient provisoirement regroupé les forces dans les provinces du Nord-Est. Après plusieurs années de tension, un accord fut signé en 1957 entre le prince Souvanna Phouma, Premier ministre, et son demi-frère, le prince Souphannouvong, chef du Pathet Lao : celui-ci rentrait dans la légalité et accédait au gouvernement qui adoptait un programme neutraliste, conforme aux aspirations du pays et à sa situation géographique.

Mais cette politique raisonnable se heurte à l'opposition acharnée des Etats-Unis qui avaient décidé de transformer en un « bastion anti-communiste » ce territoire stratégiquement indéfendable, habité par la population la plus paisible du Sud-Est asiatique.

Les intrigues de la diplomatie américaine amenèrent, en 1958, la démission de Souvanna Phouma. Dès lors, le pays inondé de dollars et de brochures de propagande bascula dans le camp de l'Amérique. A l'extérieur, les relations furent rompues avec les voisins communistes du Laos. A l'intérieur, une corruption éhontée régna dans le gouvernement, l'administration et l'armée dont le chef, le général Phoumi Nosavan, ambitieux, rusé et sans scrupules, devint le véritable maître du pays et jura à ses bailleurs de fonds américains d'éliminer le Pathet-Lao. Mais celui-ci, renforcé par le soutien croissant de la population, résista à tous les assauts et ses partisans se multiplièrent du Nord au Sud du pays. Encore une fois, on dut constater que la politique de combat anti-communiste imposée par Washington opposait au but recherché.

C'est dans cette atmosphère qu'éclata le coup d'Etat du 9 août. Un jeune officier inconnu, le capitaine Kong Le, dépourvu d'expérience politique, mais intègre et courageux, s'empare de Vientiane avec son bataillon de parachutistes et proclame qu'il faut revenir à la politique de 1957 : négocier avec le Pathet Lao au lieu de le combattre et rétablir des relations normales avec la R.D.V.N. et la Chine communiste.

Rappelé au pouvoir, le prince Souvanna Phouma entama des pourparlers avec le Pathet Lao, reprit les relations diplomatiques avec l'Union Soviétique et assura que le Laos serait désormais neutre et pacifique. Au début, tout alla bien. Ecœuré par les luttes fratricides et les corruptions des anciens dirigeants, la population accueillit avec faveur le nouveau gouvernement et commença à prendre une part plus active à la vie publique. Mais une nouvelle fois, les stratèges du Pentagone et du Département d'Etat brisèrent net cet élan du peuple laotien vers la paix et une vie meilleure. Le général Phoumi rompit avec Vientiane et établit un mouvement dissident à Savannakhet dans le Sud du pays. Entouré de conseillers américains, il reçut à profusion argent, aide et matériel alors que le gouvernement des Etats-Unis coupait les vivres à Souvanna Phouma. De son côté, la Thaïlande — dont le régime féodal et anti-communiste est aux ordres de Washington — aidait ouvertement les rebelles et bloquait la partie du Laos contrôlée par Souvanna Phouma. Pour bien affirmer la résolution du Pentagone, la 7^e flotte quittait ostensiblement ses bases et venait croiser au large des côtes annamites.

Démunies de tout, les troupes loyales, après quelques succès initiaux, furent refoulées jusqu'aux portes de Vientiane tandis que les forces du Pathet Lao accouraient au secours du capitaine Kong Le. Quant au prince Souvanna Phouma, il a quitté le Laos pour le Cambodge, le 9 décembre, après une dernière et vaine tentative de conciliation.

Vientiane est tombée, le 16 décembre, aux mains du général Phoumi, après quatre jours de furieux combats. Près de 500 Laotiens, civils pour la plupart, ont payé de leur vie ce nouvel épisode de l'étrange croisade entreprise dans leur pays pour le compte de Washington. Mais aucun des problèmes essentiels n'est réglé. L'arbitre éliminé, Phoumi, et le Pa-

thet Lao restent pratiquement face à face, et une aggravation de la guerre civile est inévitable. Le calvaire du peuple laotien doit continuer. Quel sera le prochain acte de ce drame bouffon et sanglant, digne de Jarry ou de Bertolt Brecht ? Nul ne peut encore le prévoir.

ET AU CAMBODGE

L'EXEMPLE du Cambodge montre pourtant qu'une politique de réconciliation nationale et de neutralisme est le meilleur moyen de maintenir la paix et un équilibre relatif dans les petits pays de cette région exposés à de dangereux voisinages.

Depuis 1955, date à laquelle le prince Norodom Sihanouk, naguère souverain et à présent chef de l'Etat khmer, a engagé son pays dans la voie de la « neutralité active », la stabilité et le calme qui y règnent contrastent avec les soubresauts qui agitent les autres régions de l'Indochine. Des accords de coopération technique et économique ont été signés avec la Chine de Pékin que le Cambodge a reconnue. Un traité d'amitié vient d'être conclu avec l'U.R.S.S. L'ogre soviétique n'a pas pour autant dévoré le Cambodge. Ferme attaché à la liberté, fidèle à ses traditions historiques et religieuses, le gouvernement de Pnom-Penh n'accepte pas d'être prêt à accepter l'aide de tous les pays, sans pour cela vouloir devenir le satellite d'aucun d'eux. Il a d'excellents rapports avec la France et les puissances occidentales. Les Etats-Unis eux-mêmes, après avoir essayé sans succès en 1954-55 de faire au Cambodge le coup du Laos, se sont résignés à l'état de fait actuel et lui octroient une aide financière importante. Mais cette situation privilégiée pourra-t-elle durer alors que la guerre froide fait rage aux frontières de l'Etat khmer ? On peut en douter.

On ne saurait trop souligner, encore une fois, les responsabilités du monde libre dans les drames qui ravagent actuellement le visage de la péninsule indochinoise. Si les fautes commises avec obstination par la diplomatie américaine sont écrasantes, la Grande-Bretagne et la France, quant à elles, ont péché par une carence regrettable. Pourtant, les gouvernements de Londres et de Paris sont co-signataires des Accords de Genève dont la lettre et l'esprit ont déjà été violés à plusieurs reprises. L'attachement obstiné et sans imagination de nos chancelleries au principe de « solidarité occidentale » — qui fonctionne, dans cette région, au seul profit du Département d'Etat — explique peut-être cet immobilisme mais ne l'excuse pas.

La diplomatie gaulliste se targue volontiers d'indépendance mais on attend encore ses initiatives dans une zone où la France conserve pourtant un précieux capital de confiance puisque les élites sont imprégnées de sa culture et puisque — oubliées les erreurs du Baodaisme — nous ne nous sommes compromis qu'à moitié et à contre-cœur dans les entreprises extravagantes des héritiers de M. Foster Dulles.

Allons-nous laisser à la nouvelle administration américaine le mérite de proposer des formules réalistes et neuves pour rétablir l'équilibre de cette région névralgique de l'Asie du Sud-Est où l'on parle notre langue ? Allons-nous attendre docilement l'ordre de Washington pour aborder de front le problème qui domine tous les autres en Extrême-Orient : celui de l'établissement de relations normales avec la Chine Populaire ?

Ces questions sont urgentes car l'incendie couve là-bas. Aussi convient-il de les poser sans relâche, aujourd'hui plus que jamais, aux responsables de notre politique étrangère.

11 Décembre :

UN TOURNANT DÉ

LES informations qui, depuis une semaine, nous sont parvenues d'Algérie ont largement confirmé le jugement porté par notre Parti sur la signification des événements du 9 au 15 décembre et sur la portée majeure pour l'avenir de l'Algérie des manifestations musulmanes qui se sont déroulées pendant six jours dans les principales villes.

En particulier, des informations apportées, de première source, devant le Conseil National extraordinaire du P.S.U., se dégagent les données suivantes :

I - C'est l'organisation du Front de l'Algérie française qui a préparé, organisé et déclenché les manifestations ultras des 9 et 10 décembre. Des équipes

par Jean VERLHAC

avaient été constituées avec des missions précises : ravitaillement des manifestants en pierres et cailloux, crevaisson des pneus, attaques contre le service d'ordre. Les manifestants étaient encadrés par des responsables.

II - La relative insuffisance du service d'ordre a constitué une des causes principales de la prolongation des émeutes ultras des 9 et 10 décembre. Aucune mise en garde, aucune mise en demeure ferme n'a été diffusée pendant 48 heures, sauf le 10 au soir, un message vague et peu énergique du général Vésinet. Le général Gombault a attendu les manifestations musulmanes du 11 pour autoriser le service d'ordre à faire usage de ses armes.

III - Les manifestations musulmanes ont été une réaction spontanée devant les exactions des ultras. Il est certes difficile d'en préciser l'origine exacte, mais il est établi que le samedi soir 10 décembre, à Belcourt, des Ultras ont tiré sur des Musulmans, provoquant la première manifestation musulmane d'Alger dans la soirée même. Dans la journée tragique du dimanche 11 décembre, on a assisté à une intervention de véritables commandos armés du Front de l'Algérie française qui ont procédé à des chasses à l'homme, à des « ratonnades ».

IV - Si les soldats du contingent, les C.R.S. et les gardes mobiles ont eu une attitude correcte à l'égard des musulmans, le 8^e bataillon de Chas-til a tiré sur des foules désarmées, provoquant une véritable boucherie.

V - Le nombre des victimes est incontestablement très supérieur au chiffre avoué par la délégation générale. Il est certainement de l'ordre de plusieurs centaines. Il apparaît que la délégation générale, voulant rendre responsables les Ultras et faire oublier les parachutistes, a fait état essentiellement des victimes des « ratonnades », mais a par contre passé sous silence les victimes des fusillades paras. Le gouvernement, et en particulier Terrenoire, parlent de complot Salan-Lagaillarde, mais ils ne disent pas qui a fait venir les régiments paras à Alger, qui a donné l'ordre de tirer.

VI - Les manifestations musulmanes sont une énorme victoire du F.L.N. et du G.P.R.A. dont les conséquences n'ont pas fini d'apparaître. Personne ne peut plus douter de l'autorité de Ferhat Abbas et de son Gouvernement sur les masses populaires algériennes. Alors que le F.L.N. connaissait d'incontestables difficultés sur le plan militaire, il a dans ces derniers mois renforcé considérablement son influence politique sur le peuple algérien. Son organisation politique et administrative est plus forte que jamais.

L'arbitraire de la Ve

● L'Article 4 de la Constitution dit que : « Les Partis et Groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter le principe de la souveraineté nationale et de la démocratie ».

● L'Article 60 dit que : « Le Conseil Constitutionnel veille à la régularisation des opérations de referendum et en proclame les résultats ».

— Edouard Depreux a écrit le 15 décembre à M. le Ministre de l'Intérieur :

« En vertu de l'article 4 de la Constitution qui stipule que les Partis et Groupements politiques concourent à l'expression du suffrage », j'ai l'honneur de vous demander de bénéficier en vue du referendum des moyens prévus par le décret n° 60-1318 du 8 décembre 1960 ».

(Un récépissé de déclaration nous a été remis le même jour).

— Le 17 décembre, le Ministre de l'Intérieur a écrit à Edouard Depreux :

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'ayant consulté le Conseil Constitutionnel dans les conditions fixées par l'article 47 de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958, le Gouvernement, après avoir pris connaissance de l'avis donné par cette haute juridiction, n'a pas retenu la demande que vous avez présentée au nom du Parti Socialiste Unifié en vue d'être habilité à participer à la campagne à l'occasion du referendum ».

« Il est apparu en effet que le Parti Socialiste Unifié ne répondait pas aux conditions exigées par l'article 4 du décret n° 60-1318 du 8 décembre 1960 ».

Lors du premier referendum, en 1958, les partis de l'opposition avaient eu la possibilité de s'exprimer. L'accroissement du pouvoir personnel et la dégradation progressive de la démocratie ont abouti à ce scandaleux arbitraire.

VII - Cette victoire est confirmée par le fait que l'ordre de cesser les manifestations lancé le 15 décembre par Ferhat Abbas au micro de Radio-Tunis ait été suivi sans aucune exception en Algérie. Les raisons de cette consigne du F.L.N. sont claires : le caractère spontané des manifestations, l'ardeur des femmes et des jeunes risquaient de rendre difficile un contrôle des manifestations par les cadres F.L.N. (les violences antisémites de la Casbah ne pouvaient que nuire à la cause du G.P.R.A.). Surtout la mise en place d'un dispositif considérable de répression exposait la population à des risques inutiles. La victoire politique et morale étant remportée devant l'opinion internationale, française et algérienne, il fallait éviter que le mouvement ne soit brisé par la répression. Les leçons ont été ainsi tirées de la bataille d'Alger de l'hiver 1957 qui a désorganisé pour ces mois le dispositif du F.L.N.

Ainsi les six jours du 10 au 15 décembre apparaîtront sans doute comme le tournant décisif de la guerre et peut-être comme une sorte de « Dien-Bien-Phu » politique. En même temps se sont complètement effondrés la baudruche de « l'Algérie française » et le mythe gaulliste de la « troisième force ». Comme en 1954 à propos de l'Indochine, on en ar-

20 Décembre :

... De Gaulle n'en parle pas

ON reste stupéfait : Au début de ce mois, et très précisément en prévision des décisions à prendre en vue du référendum, le général de Gaulle a fait un voyage en Algérie; son séjour a été marqué par des événements que l'opinion mondiale a jugés d'une importance capitale, non point seulement par leur aspect dramatique, mais aussi par leur profonde signification politique. Le mardi 20 dé-

par Robert VERDIEN

cembre, le général de Gaulle prononce le premier des trois discours annoncés pour la campagne du référendum : pas un mot, pas une allusion aux événements du 11 décembre, rayés de l'Histoire par simple ordonnance de la V^e République.

Rien ne paraît changé en effet à la politique esquissée depuis plusieurs mois. Il y aura encore deux discours : sans nul doute, des officieux zélés et actifs nous annonceront comme à l'habitude, de surprenantes initiatives.

Aucune, en tout cas, n'a été annoncée, même en termes voilés, dans le discours du 20 décembre. On doit même reconnaître que le général de Gaulle n'a guère cherché à ruser : il s'en est tenu d'assez près aux grandes lignes du texte proposé au référendum et n'a point cherché, — contrairement à certains bruits répétés avec complaisance — à faire dire à ce texte autre chose que ce qu'il signifie.

Il a rappelé les trois options qu'il avait énumérées dès le 18 septembre 1959, le jour où, pour la première fois, il parlait d'autodétermination. Ecartant définitivement la « francisation » ou l'intégration, il a affirmé sa préférence pour l'association. Quant à l'indépendance, il n'en prononce jamais le mot; il dit toujours : « Rupture », répétant que, dans cette hypothèse, la France mettrait fin à toute assistance à l'Algérie.

Tout le raisonnement est conduit de manière à présenter l'indépendance comme la solution de la catastrophe, du chaos et de la ruine, et comme si elle devait fatalement et irrémédiablement rompre tout lien entre la France et l'Algérie.

Dans cette perspective, l'organisation dite provisoire des Pouvoirs Publics en Algérie, qui est vaguement dessinée dans le projet de loi soumis au référendum, est présentée comme une esquisse de ce que devrait être, selon le général de Gaulle, l'organisation définitive. Tout est agencé comme si on espérait avoir assez de temps devant soi, assez de moyens et assez de concours pour amener graduellement le peuple algérien — lorsqu'il fera son choix décisif — à se prononcer pour ce régime que d'ores et déjà on choisit pour lui.

rive maintenant à l'heure de la note à payer de six ans d'erreurs.

Depuis le 11 décembre tout le monde a conscience du caractère dérisoire de la solution proposée par de Gaulle pour résoudre le problème algérien : des institutions provisoires avec une Assemblée et un Exécutif algériens, en attendant une autodétermination repoussée à un délai indéterminé.

Aussi voit-on ceux qui, depuis deux ans, viennent toujours au secours de de Gaulle quand il s'est fourvoyé, déclarer maintenant que le referendum du 8 janvier a changé de sens et qu'il ne s'agit plus du tout de la question posée, à savoir un nouveau statut octroyé à l'Algérie dont les Algériens ne veulent pas, mais de la négociation : Ils proclament que le vote « Oui » ouvrira la porte à la négociation.

Ce bluff est destiné à impressionner l'opinion française; il sera en tout cas tout à fait inefficace sur le peuple algérien. Le referendum est en France une mystification; en Algérie il prend des dimensions tout autres :

Comment, après le 11 décembre, obligera-t-on les Musulmans à voter? Sans aucun doute l'immense majorité du peuple musulman est prête, si on ne fait pas de pression sur elle, à suivre la consigne

Car l'autodétermination est renvoyée, une fois de plus, à un avenir lointain. Elle n'aura lieu que lorsqu'on pourra « trouver une Algérie pacifiée et responsable ». De négociation sur le cessez-le-feu, il n'est plus question, il en est même moins question que jamais. Nous sommes tout à fait ramenés au préalable de la fin de la « pacification ». Il est significatif, d'ailleurs, que le général de Gaulle ait repris une formule qui avait déjà cours au temps de Robert Lacoste et du « dernier quart d'heure » : « la rébellion tue moins de personnes que les accidents de la route ». Nous n'assistons qu'à « d'ultimes accrochages », simple variante des « tirailades » évo-

Donc, à nous en tenir à ce premier discours, force nous est de constater qu'il n'y a rien de changé. Il faut vraiment une étrange obstination et une foi à toute épreuve pour continuer à faire croire, après le 20 décembre, que le référendum du 8 janvier est un moyen offert par le général de Gaulle de faire un pas vers la négociation et vers la paix.

DÉCLARATION d'Edouard DEPREUX A L'A. F. P. après l'allocution de De Gaulle

Il est incroyable que, prenant pour la première fois la parole après les événements tragiques qui se sont déroulés pendant son voyage en Algérie, le général de Gaulle n'y ait pas fait allusion. La preuve a cependant été administrée du caractère utopique de sa politique tendant à créer une « Algérie algérienne » en s'appuyant sur une illusoire « Troisième force », au lieu de reconnaître la représentativité du F.L.N. et de négocier avec lui. Il semble vouloir poursuivre cette politique comme si rien ne s'était passé le 11 Décembre.

Son discours a confirmé à mes yeux l'absolue inutilité du référendum. SEULE importe la négociation et le référendum ne pose aucune question concernant cette négociation.

Mes amis et moi craignons que la création d'institutions provisoires OCTROYEES, loin de hâter la paix, la retarde. Aucun apaisement ne nous a été fourni sur ce point et notre intention de répondre NON a été renforcée.

(20 Décembre 1960).

REFERER

CISIF...

pour l'indépendance de l'Algérie

d'abstention du F.L.N. Cette consigne répond à son sentiment profond : le peuple algérien a déjà fait connaître sa volonté sans ambiguïté, ni équivoque du 10 au 15 décembre en manifestant aux cris de « Abbas au pouvoir ». La participation à une consultation organisée unilatéralement par le Gouvernement français ne pourra donc se faire que sous la contrainte et ne sera, selon le mot d'Abbas, qu'une « sinistre mascarade ».

A supposer même — ce qui est loin d'être sûr — que l'armée soit décidée à employer les moyens habituels pour faire voter les Musulmans, il apparaît que ces moyens ne suffiront plus, au moins dans les villes.

En réalité, là comme ailleurs, seuls les échecs de sa politique peuvent contraindre de Gaulle à rapprocher l'heure de l'inéluctable négociation avec le G.P.R.A.

Un succès du referendum ne ferait que rendre possible la prolongation des illusions. Au contraire un chiffre massif d'abstentions en Algérie et de « Non » en France, — venant après les manifestations de décembre et s'ajoutant au vote de l'O.N.U., obligerait de Gaulle à reconnaître enfin l'impasse de la politique de « Troisième force » et à s'engager véritablement dans la voie de la négociation.

Où en sont les Partis ?

La campagne pour le référendum du 8 janvier est officiellement ouverte. A mesure que se précisent les positions des partis, apparaît chaque jour davantage la confusion voulue entretenue par de Gaulle — de cette consultation. Le « oui » et le « non » reçoivent les justifications les plus variées. et surtout les « oui » sont assortis de beaucoup de réserves et de commentaires.

L'U.N.R.

Nous ne la citons guère que pour mémoire. Elle se prononce, bien entendu, pour le « oui » inconditionnel. Comment pourrait-elle agir autrement ? Sa seule ligne est de suivre de Gaulle dans les méandres de sa politique. Aussi sa motion se garde-t-elle fort prudemment de donner trop de précisions : on n'y trouve même pas l'expression « Algérie algérienne ». Il n'est question que d'une « Algérie nouvelle étroitement liée à la France ». Et pourtant, ces précautions de vocabulaire n'ont pas suffi à empêcher de nouvelles défections au groupe parlementaire qui a perdu 26 de ses membres depuis septembre 1959.

LE M.R.P.

Il répondra « oui ». La décision a été prise à la quasi-unanimité de son Comité National, mais la motion adoptée marque la volonté de ce parti de prendre quelque distance : « Notre « oui » ne concerne que la politique algérienne, il ne signifie pas une confiance aveugle, il ne s'étend pas aux autres aspects de la politique gouvernementale ».

Voilà bientôt deux ans que le M.R.P. répète les mêmes réserves, mais bien entendu, finit par avaler aussi tout le reste de la politique gouvernementale. De Gaulle le sait bien. Il n'en demande pas plus.

Notons toutefois que le M.R.P. demande une initiative pour la reprise de la négociation.

LA S.F.I.O.

Elle se prononce, elle aussi, pour le « oui ». Mollet, selon l'usage, a obtenu l'unanimité de la Fédération du Pas-de-Calais, une majorité écrasante dans celle du Nord. Reste, il est vrai, l'indécision de celle des Bouches-du-Rhône : simple hésitation tactique qui aboutira au « oui ».

A noter que bon nombre de « oui » sont accompagnés de la demande d'une reprise de la négociation.

Mais les votes de fédérations font apparaître des divisions et, surtout, des contradictions. Une minorité préconisant des bulletins nuls (« Oui à l'autodétermination ») a obtenu 45 % des mandats dans la Seine.

Mais il y a aussi les « non » variés. Des « non » pour le maintien de l'Algérie dans la République », formule de Robert Lacoste et de Max Lejeune.

Le débat à l'O.N.U. sur le problème algérien vient de se terminer par une rude défaite pour le F.L.N. « a déclaré M. Armand Bérard, délégué permanent de la France aux Nations-Unies à l'issue de l'adoption par l'Assemblée Générale de la motion afro-asiatique amputée de son dernier paragraphe. Cette appréciation reprise par presque toute la grande presse de Paris et d'Alger, est caractéristique de l'évolution des esprits depuis que le problème algérien est évoqué à l'O.N.U. En effet, le texte voté :

- reconnaît le droit du Peuple algérien à l'indépendance,
- reconnaît la nécessité impérieuse de garanties pour assurer la mise en œuvre de la libre détermination du Peuple algérien.

— reconnaît que le droit à l'autodétermination doit s'exercer sur la base du respect de l'unité et de l'intégrité territoriales de l'Algérie.

— reconnaît que les Nations-Unies ont la responsabilité de contribuer à ce que ce droit soit mis en œuvre avec succès et avec justice.

par Pierre STIBBE

Seuls, le Portugal et l'Afrique du Sud, derniers bastions du colonialisme et du racisme en Afrique, ainsi que six Etats Africains d'expression française, ont voté contre cette résolution qui marque l'immixtion de l'O.N.U. dans l'affaire algérienne, la reconnaissance, par 63 nations du droit à l'indépendance à l'Algérie et l'hostilité de ces mêmes puissances à tout projet de partage de l'Algérie. Cette motion tranche singulièrement, par les précisions qu'elle comporte, sur celles adoptées antérieurement par l'O.N.U., les 15 février et 10 décembre 1957, car ces dernières ne formulaient que des vœux extrêmement vagues.

Cependant, le quatrième paragraphe de la résolution afro-asiatique, celui qui prévoyait l'organisation et le contrôle par l'O.N.U. du référendum sur l'autodétermination n'a pas été adopté par l'Assemblée Générale alors qu'il avait obtenu la majorité à la Commission Politique ; même l'amendement chypriote qui en atténuait légèrement la portée en substituant la formule « référendum sous les auspices de l'O.N.U. » au « référendum organisé et contrôlé par les Nations Unies » n'a pas recueilli la majorité des deux-tiers requise pour son adoption par l'Assemblée.

Ce retranchement du quatrième paragraphe de la résolution afro-asiatique est un principe de caractère exécutoire, mais ces principes, affirmés pour la première fois par l'O.N.U. en ce qui concerne l'Algérie ne représentent pas moins un intérêt considérable. Le G.P.R.A. ne manquera pas de s'en prévaloir dans ses contacts internationaux et aussi dans une éventuelle négociation avec la France : ainsi il pourra s'appuyer sur la motion de l'O.N.U. pour s'opposer à tout projet de partage de l'Algérie.

Le rejet du quatrième paragraphe est dû à l'hostilité de onze Etats africains d'expression française à toute initiative impliquant un conflit entre l'O.N.U. et le Gouvernement français.

La conférence des chefs d'Etats Africains de Brazzaville, qui s'est tenue entre les débats de la Commission Politique et ceux de l'Assemblée Générale, s'était prononcée catégoriquement contre tout texte inacceptable pour le général de Gaulle.

Cette attitude des Etats de la Communauté a provoqué à New-York de vives controverses entre MM. Yazid et Mongi Slim d'une part, M. Gabriel d'Arboussier, principal porte-parole des Africains, d'autre part.

De fait, les Algériens peuvent imputer aux Africains le rejet du quatrième paragraphe de la motion afro-asiatique ; la polémique entre Maghrébins et Africains qui s'en est suivie a quelque peu dénaturé le caractère des amendements africains qui préconisaient la négociation sans préalable ni exclusive sur un cessez-le-feu et sur les conditions de l'organisation du référendum sur l'autodétermination, y compris les garanties réciproques des parties et les garanties d'ordre international ainsi que la création d'une Commission internationale spéciale en vue de faciliter les contacts et les progrès des pourparlers.

Présenté à New-York comme de nature à contrer l'initiative F.L.N. tendant à l'organisation du référendum par l'O.N.U., ce projet ne pouvait recueillir l'adhésion des pays qui soutiennent le G.P.R.A.. Mais considéré indépendamment de son contexte provisoire, il traduit également une volonté de mettre fin à la guerre d'Algérie par une négociation assortie des garanties d'ordre international. Si ce texte avait été adopté, il n'eût sans doute pas plus été accepté par le Gouvernement français que celui des Afro-Asiatiques : en effet, de Gaulle vient encore de répéter qu'il continue à exiger la conclusion d'un cessez-le-feu préalablement à la négociation sur les conditions de l'autodétermination. Il n'en est pas moins symptomatique qu'en préconisant la négociation, les Africains fassent aujourd'hui figures de modérés.

Quelle leçon le G.P.R.A. va-t-il tirer du vote de l'O.N.U. ? M. Yazid l'a déjà salué comme une victoire éclatante du G.P.R.A. Les dirigeants algériens vont-ils s'autoriser de cette victoire diplomatique relative pour envisager à plus ou moins brève échéance la reprise de contacts avec Paris, ou bien, dénonçant une fois de plus l'appui que le Gouvernement français a trouvé après des puissances occidentales, va-t-il se rapprocher encore davantage de la Chine et de l'Union Soviétique ? A vrai dire, ces deux orientations peuvent s'avérer, non pas contradictoires mais complémentaires.

LES INDEPENDANTS

On connaît la motion « Algérie française » récemment adoptée par leur Congrès. Il est peu probable, cependant, que leur Comité directeur donne un mot d'ordre net. Il est sûr qu'une obligation de discipline.

LES RADICAUX

Les mêmes observations s'appliquent au parti radical : mais ici, les critiques sur le fonctionnement du régime se font de plus en plus vives et la reprise de la négociation est également demandée.

LE P.C.

Le P. C., dès que le problème du referendum fut posé, a décidé de répondre « non », attitude que son Comité Central a entérinée.

LES ORGANISATIONS SYNDICALES

A l'exception de la C.G.T. qui s'est prononcée pour le Non, elles se tiennent sur la réserve :

LA C.F.T.C. « se refuse à donner des consignes de vote à ses adhérents », mais leur demande de poursuivre « l'action pour une paix négociée en Algérie ».

F.O. : considère qu'elle n'a pas à fixer d'attitude.

La F.E.N. et le SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS (S.N.I.) : leurs décisions ne seront connues qu'à la fin de la semaine.

Si l'on ajoute pour compléter le tableau que le nouveau parti de M. Soustelle (Rassemblement National pour l'Unité de la République) répond « non », pour des raisons évidemment opposées à celles qui dictent la réponse négative du P.C., de la C.G.T., du P.S.U., — si l'on se rappelle la variété des nuances des « oui », on ne peut que constater une fois de plus qu'un référendum gaulliste est avant tout une opération de confusion.

Comme si cela ne suffisait pas, la propagande officieuse amorce une nouvelle manœuvre : de Gaulle n'attend que le « oui » du peuple français pour ouvrir la négociation. Curieux régime, décidément ; pour qui les mots de la langue française n'ont jamais le même sens, ou n'ont plus de sens du tout. Faire si peu de cas du texte de la question posée, c'est bien la preuve que le referendum n'est qu'un plébiscite.

E N D U M

Le P.S.U. a tenu son Conseil National extraordinaire le 18 Décembre salle Lancry à Paris. Quarante-vingt-deux fédérations ont été représentées. Les travaux ont été présidés le matin par Robert Verdier, l'après-midi par Jean Arthuys. Après qu'Edouard Depreux eut informé le Conseil National sur les initiatives prises par le Bureau afin d'agir pour l'unité de la gauche devant le référendum et qu'il eut expliqué qu'aucune des grandes formations politiques ou des grandes centrales syndicales ne se montraient prêtes à soutenir la formule du boycott, le Conseil National décida d'entendre les partisans du « NON » et les partisans du boycott en leur réservant un temps égal de paroles. Nous donnons ci-dessous le compte-rendu de cette discussion.

Edouard DEPREUX

Le Bureau National s'est prononcé pour le « Non » — à l'exception de Henri Longeot et de Charles HERNU —, d'abord parce que nous n'avons pas reçu de réponse affirmative à nos propositions d'unité. Or il est évident que nous n'avons pas la possibilité de nous seuls d'envoyer aux citoyens français 31 millions de bulletins « négociation ». Nous redoutons, d'autre part, qu'une position qui ait l'air d'être plus nuancée aux yeux des masses apparaisse finalement comme moins défavorable au régime.

On nous dit que voter « non », c'est voter comme Lagayette. Mais si nous avions un groupe parlementaire, que ferions-nous alors dans chaque débat ? On ne peut pas se déterminer par opposition à qui que ce soit. Ce serait une position défaitiste sur les possibilités du parti.

Depuis le voyage de De Gaulle et les événements du 9 au 13 décembre en Algérie, notre position pour le « non » s'est renforcée, car les responsabilités de la politique gaulliste sont écrasantes. Il faut ajouter encore que le raidissement du pouvoir est un danger aussi grave que la menace ultra.

On nous dit encore : « Et si De Gaulle reprend la négociation après le référendum ? » Dans cette hypothèse, nous ne voterons pas « oui » — nous pensons au contraire que c'est en luttant contre le régime et en dehors de lui que nous travaillerons le mieux à la paix en Algérie.

Parmi les partisans du boycott, il y a des contradictions. Les uns sont tellement opposés au régime qu'ils ne veulent même pas participer à un référendum, les autres, au contraire, sont incertains parce qu'ils pensent que De Gaulle pourra peut-être dans ses prochains discours la question de la négociation.

Nous ne pensons pas que l'enjeu principal soit entre De Gaulle et les Ultras. De Gaulle a laissé massacrer ceux qui criaient « Algérie algérienne et vive De Gaulle ». Il a laissé partir Lagayette. Rappelons-nous enfin comment, au moment des événements de janvier la position de la Gauche a été interprétée. Il ne faut pas que cela recommence.

Pour toucher les masses il faut des positions nettes : le « oui » ou le « non ». Nous sommes pour le « non » contre le référendum, contre l'équivoque gaulliste, pour la négociation immédiate.

Charles HERNU

Il y a d'abord des raisons politiques en faveur du boycott. Voter « oui » ou voter « non » c'est rentrer dans le système actuel issu du 13 Mai, c'est accepter de faire l'exégèse de la politique gaulliste. Tout le monde sait maintenant que l'Algérie sera indépendante. Le statut octroyé, c'est le commencement de l'indépendance sans aucune garantie pour les Européens, c'est la politique du pessimisme noir.

De Gaulle va devoir choisir entre l'autodétermination et la négociation. Le référendum est une mystification : De Gaulle n'a pas besoin du référendum pour négocier.

Mais il y a aussi des raisons tactiques : c'est le P.S.U. qui a lancé avec succès la formule du boycott. Rien ne justifie un changement de position alors que beaucoup de syndicats, en adoptant une attitude de liberté de vote, favorisent le boycott. Sur la base du 27 octobre et de l'unité réalisée ce jour-là, c'est le boycott qu'il faut défendre.

En votant « non » nous serions la caution démocratique du P.C., nous lui offririons une caution qui le laverait de ses erreurs du 27 octobre. S'il y a 30 % de « non », la propagande gouvernementale en attribuera

20 % au P.C., 10 % aux Ultras et rien à nous. Nos voix en tout cas seront écrasées entre celles des Ultras et celles du P.C.

Avec le boycott nous pouvons compter sur les 15 % d'abstentionnistes du dernier scrutin. Il faut ajouter que le P.C. peut encore modifier ses positions.

En cautionnant le référendum nous cautionnons le régime. Le « non » crée des divisions factices, il nous rend prisonnier du P.C. Enfin il serait malhonnête de voter « non » en souhaitant que le « oui » l'emporte.

LUCAS (Sarthe)

Il nous faut nous déterminer en fonction de notre opposition au régime. L'absence de position unique de la Gauche rend le boycott inefficace. Les syndicats, et en particulier les Enseignants, ne s'engageront guère dans le référendum et ne soutiendront pas le « boycott ».

Dans la Sarthe, la Fédération S.F.I.O. a pris position pour le « non ». Avec le boycott, nous apparaîtrions comme des diviseurs. Si le « non » remporte un nombre de voix important nous apparaîtrions comme en dehors de la bataille. Comment agir dans l'union sur le plan local pour la paix négociée si nous ne sommes pas pour le « non » ?

Nous ne nous partageons pas entre nous au nom des anciennes appartenances, au nom des anciens courants ; c'est un élément de santé pour le parti. Il n'y a pas de partisans du « oui » à l'intérieur du P.S.U., autre élément de santé.

Notre position en faveur du boycott n'est pas entre le « oui » et le « non » : c'est une volonté de rechercher le moyen le plus efficace pour ne pas dire « oui ». Nous n'avons pas le droit moral de voter « non » en espérant que le « oui » serait majoritaire.

Le « non » serait interprété à l'étranger comme le refus de l'autodétermination par le peuple français. Devant la duplicité et le caractère contradictoire de la question posée nous refusons de répondre.

Dans quelle situation le « non » mettrait-il nos camarades d'Algérie ?

Nous voulons, nous, avoir une position originale qui ne soit celle d'aucun autre ; nous ne voulons pas nous déterminer en fonction des autres. L'union des Gauches est encore possible : si la S.F.I.O. se prononçait pour l'abstention, le P.C. s'y rallierait. Pourquoi n'accorderait-il pas au P.S.U. ce qu'il accorderait à la S.F.I.O. ? L'union des Gauches, c'est la détermination en commun des mots d'ordre, alors que le P.C. s'est déterminé seul et avant toute discussion. Nous étions le 27 octobre avec le S.N.I. et la F.E.N. sans le P.C. Nous serions avec le « non » sans le S.N.I. et la F.E.N. et avec le P.C. Le « non » c'est la politique du pire comparable à celle du P.C. allemand en 1932.

Nous demandons de déposer un bulletin « oui à l'autodétermination, oui à la négociation ». Les gens qui auront fait ce geste seront attachés au parti qui leur aura demandé un acte courageux.

Alexandre MONTARIOL

Le référendum ne mérite pas que nous nous passionnions. On nous dit que refuser de répondre « non », c'est refuser le régime, — c'est une plaisanterie. La veille et le lendemain du référendum nous y serons bien dans le régime, les travailleurs y seront et en supporteront les conséquences.

Le raisonnement des partisans du boycott est d'une logique impeccable. Mais comment le faire connaître ? Combien de gens allons-nous convaincre ?

La raison d'être même du P.S.U. est une lutte contre l'abstentionnisme, une lutte pour mobiliser les gens déçus par les combinaisons et les anciens partis. Et aujourd'hui nous irions nous-mêmes conseiller l'abstentionnisme ?

En fait les gens se prononceront pour ou contre De Gaulle. Nous disons « non » parce que nous devons dire aux masses que De Gaulle a fait la preuve de son incapacité à résoudre le problème algérien.

André PHILIP

Il faut refuser de poser le problème en termes de « oui » ou de « non » à De Gaulle. Ce serait accepter de rentrer dans le système du plébiscite. Le véritable problème, c'est de savoir quelle est la solution la plus efficace pour peser en faveur de la négociation. La question fondamentale posée au référendum est celle de l'autodétermination : nous ne pouvons pas dire « non ». Le F.L.N. nous donne l'exemple du boycott : on ne peut pas être plus F.L.N. que le F.L.N. Un succès des « non » serait l'échec de l'autodétermination et la victoire de l'armée.

Un échec des « non » ferait apparaître la faiblesse de notre parti qui est surtout fort par ses sympathisants. Or ils ne nous suivront pas ; ils ne suivront pas le Parti Communiste. Si le « non » a un chiffre plus faible que celui des électeurs P.C., cela sera tourné par le pouvoir contre les partis.

Nous sommes un parti responsable qui, lorsqu'il parle, parle pour faire quelque chose. Or pouvons-nous dire « non » sans avoir une solution prête pour le remplacement ? Il est immoral de prendre position pour le « non » si l'on n'apporte pas une solution de remplacement : ce serait se disqualifier.

René FALLAS

Le référendum est une escroquerie. C'est comme si on nous faisait voter en faveur du principe de la laïcité et des lois Marie-Barangé-Debré. La préoccupation de ne pas voter avec les Ultras n'a pas joué en 1958 ; pourtant Pujade votait « non ». On sent chez les partisans du boycott certaines illusions néogaullistes de gauche et certaines influences des thèses mauriciennes. De plus, non seulement on ne veut pas mêler ses voix à celles des Ultras, mais même à celles du P.C. Peut-on vraiment empêcher le « oui » de gagner avec le boycott ? En réalité les partisans du boycott et de l'abstention souhaitent qu'il y ait une majorité de « oui » : cela apparaît clairement lorsque Daniel Mayer nous parle de ses craintes des réactions de l'opinion étrangère en cas de victoire des « non ». Mais l'opinion étrangère est mieux informée que cela.

Le vrai combat n'est pas entre De Gaulle et les Ultras : il est entre les partisans de la négociation et ses adversaires. En Algérie, le « non » sera, pour l'essentiel, un « non » ultra. En France il sera un « non » des partisans de la négociation. Faut-il vraiment chercher, comme certains, à être original à tout prix ou à être efficace ? Nous sommes, dit-on, un parti d'avant-garde et nous n'aurions pas le courage de dire « non » ? Dire « non » à l'ensemble de la politique de De Gaulle, c'est faire preuve de notre maturité politique.

Pierre NAVILLE

L'évolution de la politique algérienne du P.S.U. a été vers le raidissement, vers la rupture à l'égard du régime. Le boycott du référendum est un refus dans la logique de cette rupture. Pour imposer la paix on ne peut pas entrer dans les arcanes de la politique gaulliste. Il faut rompre avec le « oui » et le « non ». Nous sommes solidaires de la lutte menée par le peuple algérien. Le « non » le plus vigoureux au régime c'est le boycott. De Gaulle veut un plébiscite ? Une seule alternative : le boycott. Si nous affirmons cette position, nous marquerons des points. De Gaulle cherchera un accord avec les « non » de droite, avec Pinay et les indépendants ; nous, nous serons les seuls à avoir eu une position claire.

Le Bureau National, par sa volte-face, s'est rallié au plus offrant, c'est-à-dire le P.C. Les événements du 11 décembre en Algérie nous donnent

raison : le peuple algérien refuse le référendum. Par le boycott nous devons dire que nous sommes solidaires de la position du G.P.R.A.

Charles LUSSY

On nous donne les mêmes arguments qu'en 1958 : « Vous allez voter avec le P.C., avec Pujade, vous savez qu'il y aura une majorité de « oui ». On reproche au Bureau National de s'être prononcé pour le boycott et de s'être déjugé. Or la lecture attentive de la lettre qu'il a adressée aux organisations montre que c'est une interprétation tendancieuse.

Le boycott c'était une possibilité tactique d'union totale des Gauches. En dehors de cette union le boycott n'est rien.

Si chaque fois que nous prenons une position contre De Gaulle on nous dit : « Mais la solution de remplacement n'est pas encore toute prête », alors nous ne pouvons rien faire, et un parti révolutionnaire n'aurait jamais rien pu faire. Que nos camarades et les Démocrates d'Algérie soient dans une situation particulière et aient besoin d'une liberté entière de mouvement, nous le savons tous.

On ne se trompera nulle part sur les raisons du vote « non » des Fran-

LES débats du Conseil National extraordinaire du P.S.U. sur le référendum ont constitué un éclatant bulletin de santé pour le Parti. Aucune autre organisation politique ne connaît aujourd'hui une telle atmosphère de libre discussion et d'entière démocratie.

Il s'agissait essentiellement d'un débat tactique où les divergences n'ont recouvert ni les anciennes appartenances, ni les courants ou tendances existant dans le P.S.U.

Favorables au « boycott » ou favorables au « Non », tous les délégués étaient d'accord pour condamner la politique algérienne gaulliste et pour considérer que seule la négociation avec le G.P.R.A. pouvait permettre le règlement du problème algérien. Ils se séparaient seulement pour définir la tactique la plus efficace pour les partisans de la négociation. Les uns estimaient que de nombreux hommes de gauche préféreraient le « boycott » au « Non » pour ne pas mêler leurs voix à celles des Ultras ; les autres pensaient que cette position aurait été sans doute satisfaisante si le P.S.U. n'avait pas été le seul parti politique à la préconiser, mais qu'elle risquait d'apparaître comme une hésitation devant le référendum et comme une abstention en face des nouvelles illusions que le pouvoir cherche à répandre.

Les uns et les autres étaient également d'accord pour affirmer l'indépendance du P.S.U. à l'égard de la

gauche, ni à l'étranger ni ailleurs. Le chiffre des bulletins nuls sera ridicule. Quant aux abstentions, on n'a pas l'habitude de les compter. S'abstenir est un acte de résignation, c'est la crainte d'une majorité de « non », c'est un acte de confiance à De Gaulle. Le référendum est un plébiscite : nous devons donc répondre « non » à un régime qui est une monarchie réactionnaire, antiaïrique, antiouvrière et antisocialiste. Diminuer la force de l'opposition c'est entrer dans le système.

Marcel PENIN

En disant « non » après s'être orienté vers le boycott, notre parti s'alignerait sur les positions du P.C. En votant « non », le P.C. désire se dédouaner par rapport aux fautes opportunistes passées. « K » a donné le feu vert à Thorez contre le régime gaulliste. Nous devons rechercher l'unité d'action avec le P.C. et entamer une discussion approfondie sur l'unité socialiste. Mais pour cela il nous faut affirmer notre propre position indépendante.

Nous devons avant tout être efficaces contre la guerre dans la solidarité avec le F.L.N. Or le « non » sera mis au compte des Ultras et poussera De Gaulle — s'il est nombreux —, à s'appuyer sur la droite. Le boycott est la conséquence logique de la position boycott du F.L.N. C'est une position minoritaire mais qui nous fera nous affirmer. Elle touchera beaucoup de militants du P.C. qui regardent vers nous.

DU CONSEIL NATIONAL

Henri LONGEOT

Sur cette question, les regroupements des positions sont très différents dans le parti des regroupements antérieurs. Nous sommes opposés au referendum parce qu'il est fait dans la confusion. L'essentiel, c'est l'action pour la négociation, c'est l'organisation de manifestations pour la paix négociée. Il n'est pas impossible qu'il y ait à la suite des événements d'Alger une évolution de la politique gaulliste. Un « non » repousserait vers le « oui » les hésitants alors qu'une abstention permettrait de les rallier. Beaucoup d'électeurs, et même des militants du P.C., hésitent à voter « non ». Il y aura des abstentions à la S.F.I.O., à la F.E.N., à la C.F.T.C. et à F.O. Ce sont les éléments les plus proches de nous. Il faut leur apporter une réponse : le vote blanc avec négociation.

Claude BOURDET

Le boycott aurait été une bonne solution s'il avait été mené en commun par toutes les organisations de Gauche.

Cela n'est plus possible et nous avons un délai très court. Le boycott

tactique du Parti communiste. Celui-ci avait, lors de son dernier comité central, repoussé la formule du « boycott » et ses dirigeants avaient vivement critiqué l'initiative du P.S.U. qui avait demandé aux partis et aux syndicats s'ils acceptaient la solution du « boycott » comme base d'unité de la gauche au referendum.

La réponse du P. C. rendait cette unité impossible, d'autant plus que le choix de la S.F.I.O. se dessinait pour le « Oui » et que les syndicats demeuraient dans l'ensemble réservés à l'égard d'un engagement dans la bataille du referendum.

Dans ces conditions, le Conseil National a décidé que le P.S.U. mènerait la campagne sous son propre drapeau, avec ses mots d'ordre propres et ses propres justifications. Le Conseil National a été unanime à affirmer que « Le P.S.U. devait en toute circonstance mener sa campagne propre et indépendante en faveur du « Non »

L'ensemble des délégués enfin était d'accord pour considérer que l'unité d'action de toutes les forces favorables à la négociation est plus que jamais nécessaire et qu'on ne saurait établir de clivage entre ces forces suivant les votes des uns ou des autres au referendum du 8 janvier. Aussi bien la campagne P.S.U. en faveur du « Non » au referendum sera-t-elle essentiellement axée sur la lutte « POUR IMPOSER UNE NEGOCIATION IMMEDIATE ».

est une idée intellectuellement séduisante, mais difficilement réalisable. Car le referendum, c'est la démocratie au niveau le plus bas : il faut des moyens de propagande massifs : la grande presse, la radio. Ainsi la radio a utilisé notre démarche pour le boycott, car elle pense que cela permettra à beaucoup d'autres de voter « oui ». Tous les « non » sont contre le régime, parmi nous c'est clair. Alors que parmi les partisans du boycott il y a une proposition entre les « Ultras-Non » et les hésitants, les « ou-on »

Edouard Depreux a adressé un mot de sympathie à Haakon Lie, Secrétaire général du Parti Ouvrier norvégien, à l'occasion du décès de Christopher HORNSRUD, survenu dans la nuit de lundi à mardi à l'âge de 101 ans.

Depreux a souligné que C. HORNSRUD, né le 15 novembre 1859, était né la même année que Jean-Jaurès.

Il a été le Premier Président du Parti Travailleuse norvégien, de 1903 à 1906. Premier Ministre et Ministre des Finances du 28 janvier 1927 au 15 février 1928, il fut élu Président du Storting en 1928, charge qu'il occupa jusqu'en 1934.

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

Imprimerie René-Boulangier
60, rue René-Boulangier, PARIS-10^e

— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués

Les partisans du boycott abstention nous proposent un texte d'appel où il est question de la négociation « avec le G.P.R.A., l'A.L.N. et toutes les organisations nationales de l'Algérie » : c'est la table ronde. L'abstention, c'est la croyance à la négociation probable.

On nous parle de la situation de nos camarades d'Algérie et du boycott du F.L.N. Mais d'abord, l'Algérie n'est pas la France et le F.L.N. a les moyens d'imposer ce boycott. En France, en fait de boycott, on aura l'abstention des pêcheurs à la ligne et cela dépendra beaucoup des circonstances atmosphériques. Une telle attitude effacera l'existence du parti.

Hélène BOUGOUIN

Les masses votent « OUI » par résignation ou s'abstiennent, alors que les militants organisés sont pour le boycott. Les divergences qui nous séparent sont des divergences de tactique : la crainte de mêler nos bulletins aux Ultras, la crainte que nos « Non » soient confisqués par le P. C.F. alors que nous nous sommes séparés de lui le 27 octobre. Si le « NON » l'emporte, ou est puissant, de Gaulle se rapprochera de Salan. Nous n'avons pas à craindre d'être seuls si nous avons une position claire.

Pierre BEREGOVY

Les syndicalistes de la minorité de F.O., de la C.G.T. ou de la C.F.T.C. veulent avant tout sauvegarder des moyens de lutte efficaces. L'idée du boycott nous a permis de nous battre. Notre perspective, c'est l'alternative à gauche. Pour cela, il nous faut le maximum d'alliés, ceux qui, précisément, à la C.G.T., à F.O., et ailleurs, ont été engagés dans la bataille pour le boycott. Vous ne pouvez plus les laisser tous seuls.

Le P.C. trouve plus facile aujourd'hui de dire « NON » que de rester le 27 octobre. Les syndicalistes proches de nous n'iront pas jusqu'au « NON » mais jusqu'à l'abstention qui revient à dire « NON A DE GAULLE, NON AUX ULTRAS ».

Jean GUICHARD (Rhône)

Dans le Rhône, la question n'a pas passionné les militants. La position que nous prendrons n'engage pas des positions fondamentales : c'est une question de tactique pour répondre à une manœuvre tactique du pouvoir gaulliste. Tous les arguments des uns et des autres peuvent être retournés dans les deux sens et ils valent finalement contre le pouvoir gaulliste. Des partisans du boycott nous parlent de solidarité avec le F.L.N., alors qu'ils étaient moins enthousiastes au dernier Conseil National sur cette question.

Les événements d'Alger m'ont poussé vers le « NON ». La manœuvre qui consiste maintenant à parler de négociations après le referendum est un chantage de de Gaulle. Le texte du referendum ne parle pas de cela, mais de l'organisation de l'Algérie sans le F.L.N.

Mais notre « NON » n'a pas la même signification de facilité que celui des dirigeants du P.C. Nous devons éviter qu'il soit exploité par le P.C., ce qui risquerait d'arriver si nous menions une campagne commune avec lui.

Nous devons en même temps rester en liaison dans l'action avec les forces du 27 octobre qui ne nous suivront pas pour le « NON ». Dans le Rhône, nous avons lancé un appel commun pour la négociation avec ces forces. Nous devons enfin donner des explications extrêmement claires sur nos positions.

REMY (Jura)

Partisan du boycott, je demande simplement qu'on précise bien au Parti ce que les Statuts impliquent en matière de discipline lorsqu'une décision est prise.

Andrée VIENOT

Nous devons prendre position en fonction de la lutte pour la paix en Algérie et son indépendance, car la République française ne renaitra qu'avec la République algérienne. Si le referendum a une utilité, ce devrait être de provoquer l'isolement total des fascistes dans la métropole. L'armée serait alors impuissante car aucune

armée ne peut faire quoi que ce soit sans les civils. Laissons nos adversaires, — de Gaulle et les Ultras — se battre entre eux : c'est la première manche. Une fois cela réglé, il faudra passer à la seconde manche : la bataille pour la négociation.

Robert VERDIER

Le Bureau National a incliné en majorité vers le « NON » dès le début. Il a fait la proposition du boycott par souci d'unité de la Gauche. Mais ce boycott a été interprété par la Radio, ce serait pareil demain : « le P.S.U. n'ose pas dire « NON ». Or, pourtant, on connaît son opposition au régime. C'est donc qu'il faut dire « OUI ».

Surtout, on oublie trop la question posée au referendum. S'il s'agissait d'approuver l'autodétermination, il fallait faire un referendum au lendemain du 16 septembre 1959. Aujourd'hui, il s'agit non pas d'approuver le principe de l'autodétermination, mais un projet de loi concernant l'autodétermination et qui prévoit que les conditions en seront fixées par un décret pris en Conseil des Ministres. Si le « oui » l'emporte, de Gaulle peut très bien, à partir de là, refuser la négociation. Il peut aussi faire le chantage au partage. Le boycott est insuffisant, c'est « NON » qu'il faut dire clairement. La confusion est dans la nature même du referendum. Le danger n'est pas aujourd'hui le même qu'en 1932 en Allemagne, car le péril fasciste n'est pas de même nature. Le péril aujourd'hui, c'est l'infiltration du fascisme dans l'armée, la police, l'administration.

Un referendum a forcément un caractère de plébiscite : il est nécessaire de refuser à de Gaulle le quitus qu'il demande. Enfin, n'isolons pas ce vote dans une période étroite de temps, pensons à la situation dans 3 mois : elle risque bien de donner raison à ceux qui auront clairement dit « NON ».

CHIBOUST (Loiret)

Le P.S.U. a acquis son influence grâce au 27 octobre, grâce à sa politique détachée des évolutions tactiques des vieux partis. Dire « NON », ce serait y revenir, ce serait « vieux jeu ». Nous sommes un parti jeune qui doit proposer une solution neuve. Voter « NON », c'est s'aligner sur le P.C. alors que les électeurs P.C. ne suivront pas les consignes. Certains électeurs trouvent que de Gaulle a du cran et qu'il n'est pas comme Guy Mollet. Ne restons pas seuls à côté du P.C.

Pierre STIBBE

Les partisans du boycott ne sont en rien favorables à un « oui » honteux. Car aujourd'hui, voter « oui », ce serait voter pour un statut octroyé contraire au principe d'autodétermination ce serait faire confiance à de Gaulle. On ne peut choisir qu'entre le « NON » et le boycott. Le « NON » est le plus simple, mais il est équivoque en raison de l'attitude des Ultras. Il ne faut pas sous-estimer les partisans de l'Algérie Française : ils ont des appuis dans l'armée, la presse et la police. En tout cas, il faut les isoler en refusant de voter

« non » comme nous isolons les Gaullistes en refusant de voter « oui ».

Les propositions du Bureau concernant le boycott ont reçu un accueil très favorable des militants syndicalistes et de nos sympathisants. Il suffit de lire, pour le comprendre, le courrier de France-Observateur et de l'Express. Dans ces conditions, le « non » apparaîtrait comme une volte-face provoquée par l'attitude du P. C.

Je lutte depuis 20 ans pour l'unité d'action avec le P.C., mais l'unité d'action, ce n'est pas l'alignement. Nous avons dénoncé les erreurs droitières du P.C., ne nous solidarisons pas avec ses erreurs gauchistes. Par le boycott, nous permettrons aux partisans de la négociation de s'affirmer alors que voter « non » serait se couper de beaucoup d'entre eux. Nous offrirons aux hésitants une autre alternative que le « oui » ou le « non », sans quoi beaucoup risquent de voter « oui ». Le mot d'ordre le plus clair consisterait à mettre « Négociation » sur le bulletin. Mais il y aura aussi des bulletins blancs, des abstentionnistes plus nombreux que la dernière fois. Tous ceux-là auraient répondu à notre appel : « Ni oui avec de Gaulle, ni non avec Lagailarde », « Oui à la négociation, NON à la guerre ».

Gilles MARTINET

J'ai moi-même, au début, proposé le boycott, mais pour des raisons tactiques et non pas pour des raisons de principe. Qu'on ne dise pas qu'il y a des principes en cause et qu'il faut refuser, par exemple, le jeu du système. Sommes-nous rentrés dans le système lorsque nous avons dit NON en 1958, lorsque nous avons présenté la candidature du doyen Châtelet à la présidence de la République ? En réalité, nous entrons dans le jeu quand c'est notre intérêt et nous en sortons quand ce ne l'est pas.

Nous voulions, avant tout, rechercher les conditions tactiques et consolider nos alliances du 27 octobre. Mais nous avions dit que si ces conditions n'étaient pas remplies, nous nous replierions sur le « NON ». Or, nous n'avons pas trouvé de véritable approbation.

La vérité, c'est que les syndicats peuvent très difficilement s'engager à fond dans la campagne du referendum. Dans ces conditions, il nous faudrait entreprendre la campagne du boycott avec nos seules forces, et en fait, il faudrait compter principalement sur les abstentions. Dans la situation actuelle, il n'y a pas une vague montante de refus, mais un courant vers le « oui » dans l'opinion. Aussi l'abstention prend-elle la signification d'une hésitation devant le régime, devant la propagande des journaux qui répandent l'idée que le referendum portera sur la négociation.

Si nous pensons que de Gaulle va négocier immédiatement après le referendum, il faut répondre « oui ». Si nous ne le pensons pas, il faut répondre « NON ».

Certes, nous croyons que de Gaulle sera un jour obligé de négocier, mais parce que le mouvement pour la négociation l'y aura contraint. Ce courant de l'opinion vers le « oui », il faut lui donner un coup d'arrêt. Il faut avoir le courage de dire « NON ».

Le « NON » : 541 mandats contre 188

EN CONCLUSION DE LA DISCUSSION, DEUX TEXTES ONT ETE DEPOSES

● Le texte en faveur du boycott était contresigné par les camarades :

BELLEVILLE, BEREGOVY, BARES, DECHEZELLES, DELAVILLE, DREYFUS-SCHMIDT, GRUBER, GUERY, LAVAL, LONGEOT, HAURIOU, HERNU, MALLET, MARCUS, NAVILLE, MAYER, PENIN, PHILIP, PRECIOSI, STIBBE, SCHMIDT, REVAULT D'ALLONNES, TAMBURINI, Andrée VIENOT, JOUFFA.

● Le texte en faveur du NON était déposé par :
DEPREUX, MARTINET, ARTHUYS, BOURDET, KLEIN, POPEREN, SAVARY, VERDIER, VERLHAC.

Le texte en faveur du NON a été pris en considération par 426 mandats contre 353 à celui en faveur du boycott, 2 en faveur du OUI et 8 abstentions volontaires.

Après les amendements, le texte en faveur du NON a été finalement adopté par 541 mandats contre 188 et 2 abstentions.

(VOIR CE TEXTE EN PAGE 1)

QU'EST-CE QUE LE P.S.U. ?

UNE ORGANISATION DE COMBAT

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ est né en avril 1960 de la fusion de deux partis, l'Union de la Gauche Socialiste, fondée en décembre 1957, et le Parti Socialiste Autonome fondé en septembre 1958, auxquels est venu se joindre un courant venu du Parti Communiste, le groupe « Tribune du Communisme ». Le P.S.U. est donc un parti jeune né de parents eux-mêmes jeunes. Mais avec ses 30.000 militants, le P.S.U. est d'ores et déjà une des premières forces militantes de ce pays. Tandis que la plupart des partis français sont en fait de vastes comités qui ne se réveillent qu'au moment des élections législatives ou municipales, le P.S.U. est une organisation permanente de combat politique.

LE P.S.U. GROUPE LES CLASSES SOCIALES SUR LESQUELLES LE SOCIALISME REPOSERA

LE P.S.U. rassemble des militants d'origine sociale diverse. Mais les groupes les plus importants proviennent des classes qui seront les piliers de la société socialiste : ouvriers d'abord. Dans un certain nombre de grandes entreprises — Renault Peugeot, Thomson-Houston, etc. — les militants P.S.U. se sont déjà placés au premier rang des luttes ouvrières. A côté des ouvriers, le P.S.U. compte un nombre important de militants paysans qui sont engagés dans la lutte pour la rénovation du syndicalisme rural; beaucoup d'universitaires et d'étudiants et enfin de nombreux techniciens et cadres de l'industrie ou de la fonction publique. Or ces quatre catégories sociales joueront les principaux rôles dans l'édification du socialisme.

UN PARTI JEUNE, FORMÉ DE JEUNES

LE P.S.U. est sans doute le parti français dont la moyenne d'âge est la plus basse. Cela tient à plusieurs raisons, et d'abord à celle-ci : le P.S.U. est le premier parti à avoir pris au sérieux l'action politique des jeunes. Sans faire de la jeunesse une classe à part, il faut cependant reconnaître que la guerre d'Algérie et aussi la crise du logement, le caractère bourgeois et malthusien de l'enseignement, l'absence de toute politique cohérente de culture et de loisirs populaires posent des problèmes qui concernent plus directement la jeunesse. Celle-ci a pris ses responsabilités ; les jeunes sont devenus politiquement majeurs et le P.S.U. semble être le seul parti qui ait renoncé à tout paternalisme envers eux.

LE P.S.U. CREUSET D'UNE FORMULE NOUVELLE

On a beaucoup reproché au P.S.U. l'hétérogénéité des courants d'opinion qui le composent. C'est un fait que toutes les tendances de la gauche française y sont représentées : marxistes, anciens communistes et anciens trotskystes, socialistes humanistes, catholiques fidèles à la laïcité, mendésistes. Seules deux tendances importantes n'ont pas leur place chez nous : les mollettistes et les staliniens (qui ne se confondent pas, fort heureusement, avec l'ensemble des militants socialistes et communistes). Cette diversité a des inconvénients mais elle a aussi des avantages. Le P.S.U. est né du sentiment que beaucoup des anciennes divisions de la gauche française qui avaient un sens lorsqu'elles se sont formées, sont aujourd'hui dépassées par les transformations économiques et sociales de la société française et du monde. Il y a des problèmes nouveaux auxquels il faut trouver des solutions originales : c'est par rapport à ces solutions originales, par rapport à l'avenir et non par rapport au passé, qu'il faut se départager.

A PARTI DE TYPE NOUVEAU...

LE P.S.U. précisément parce qu'il est fidèle à l'esprit des fondateurs du socialisme scientifique, porte une attention aiguë à toutes les transformations qu'apporte l'évolution technique et économique, à toutes les expériences socialistes nouvelles qui s'accomplissent à travers le monde. La vie quotidienne s'est transformée (constitution de grands ensembles urbains, apparition de nouvelles formes de diffusion, etc). Les conditions de travail se sont modifiées. Loin de nous l'idée que tous ces changements améliorent la condition des travailleurs de façon telle que la révolution devienne inutile. Mais cette condition, si elle n'est pas meilleure qu'autrefois, est en tous cas différente. Aussi, à des problèmes nouveaux doit correspondre une organisation de type nouveau. Le P.S.U. s'attache donc à rechercher les structures nouvelles qui lui permettront d'atteindre l'efficacité ; il se refuse d'être un Comité électoral ou un club du Faubourg ; il cherche à s'implanter dans tous les endroits où se déroule la vie quotidienne des travailleurs.

..UN PROGRAMME NOUVEAU

LE P.S.U. ne pose pas une liste de promesses électorales, un programme électoral ; il se propose de répondre à toutes les questions que nous venons d'énumérer ; il lui serait facile de rédiger après les élections. Mais le P.S.U. est décidé à rompre avec ces habitudes qui ont conduit la gauche française à la défaite. Il ne propose donc pour l'instant que quelques options simples et évidentes :

- Le progrès technique, l'accroissement de la productivité doivent permettre une réduction de la journée de travail qui laisserait plus de temps aux travailleurs pour leurs loisirs et leur culture. Or, actuellement, ils servent exclusivement à augmenter les profits.
- La stabilité de l'emploi n'est pas assurée, et les travailleurs restent à la merci des fluctuations du marché qui peuvent entraîner des réductions d'horaires et de salaires sinon un chômage complet. Nous réclamons donc le salaire mensuel garanti pour commencer.
- Les patrons acceptent parfois de partager une même partie de leurs profits mais jamais de partager leur autorité. Nous réclamons donc le contrôle et la participation des travailleurs à la gestion de toutes les entreprises. Il faut par ailleurs démanteler les féodalités capitalistes et pour cela socialiser toutes les grandes banques, toutes les sources d'énergie, toutes les grandes entreprises industrielles et commerciales, tous les transports.
- Il n'y a pas de planification réelle en France. Les entreprises sont maîtresses de leur autofinancement, les banques n'investissent leurs fonds que dans les secteurs les plus rentables qui ne sont pas toujours les plus utiles, l'Etat n'utilise pas les crédits et les pouvoirs dont il dispose pour sélectionner les investissements, établir des ordres de priorité, etc. Nous réclamons donc le contrôle de l'autofinancement, la nationalisation des banques d'affaires, l'établissement d'une planification à laquelle participeraient les représentants des travailleurs.
- La France souffre gravement de l'organisation du circuit de distribution. Dans l'alimentation, le nombre des intermédiaires parasites fait que l'on voit parfois les prix baisser à la production et monter au détail en même temps. Nous réclamons donc la réforme des circuits de distribution, l'instauration de circuits directs, le soutien aux tentatives comme les centres Leclerc.
- L'entreprise privée a montré son incapacité à résoudre le problème du logement, à moderniser ses méthodes et ses techniques. Il faut donc d'une part augmenter les crédits H.L.M. et d'autre part faire de la construction un service public pris en charge par l'Etat et les municipalités.
- L'enseignement français ne donne pas à tous des chances égales. Les enfants d'ouvriers et de paysans entrent peu nombreux dans les lycées moins nombreux encore dans les Universités. Nous réclamons donc la démocratisation de l'enseignement.

POUR UNE DÉMOCRATIE NOUVELLE

TOUTES ces mesures ne pourront être prises que par un régime démocratique dont nous sommes aujourd'hui bien éloignés. Le P.S.U. est résolument et irréductiblement hostile au pouvoir personnel d'un Arbitre Suprême, qui n'arbitre en fait qu'entre la caste militaire et les technocrates, entre les Petites et Moyennes Entreprises et le grand capital. Le P.S.U. ne s'arrêtera pas de lutter pour la chute de ce régime où les libertés de presse et de réunion sont tous les jours plus menacées, où les droits syndicaux sont violés par l'usage perpétuel de la réquisition, où la voix populaire ne peut plus s'exprimer que dans des plébiscites où la question posée est volontairement confuse. Mais le P.S.U. refuse tout retour à une IV^{me} République revue et corrigée. La VI^{me} République sera une République dans laquelle les travailleurs prendront en charge la gestion des entreprises et de l'économie, où la centralisation excessive dont nous souffrons sera abolie au profit d'autorités locales élues responsables et révocables : ce sera une République Socialiste.

AVANT TOUT : FAIRE LA PAIX EN ALGÉRIE

LA lutte pour une démocratie nouvelle est inséparable de la lutte pour la paix en Algérie. Les manifestations musulmanes d'Alger montrent à l'évidence que malgré six ans de répression, le peuple algérien soutient le G.P.R.A., exige avec lui l'indépendance de l'Algérie et est prêt à s'exposer dans la rue aux mitrailleuses des parachutistes pour crier sa volonté. Dans ces conditions, les référendums, les commissions d'élus, les institutions provisoires octroyées ne sont que des expédients dérisoires : il faut reprendre immédiatement les conversations de Melun, discuter avec le G.P.R.A. des garanties de l'autodétermination, des conditions du cessez-le-feu, et des garanties qui seront accordées aux Européens en Algérie. La négociation doit donc précéder le cessez-le-feu, et il n'y a pas un jour à perdre pour l'entamer : c'est la seule manière de parvenir à la paix.

FAIRE LA PAIX : C'EST RENDRE A NOTRE PAYS SON AVENIR

LA guerre bouche l'horizon de notre peuple ; rien ne sera possible tant que la guerre durera. Aucune amélioration réelle du niveau de vie des travailleurs, aucune des réformes de structure indispensables ne prendront place tant que 20 % du budget de la France (1200 milliards) seront consacrés aux dépenses de la guerre. La guerre favorise la croissance du fascisme, elle menace nos libertés ; à l'O.N.U., elle nous place, aux côtés de l'Afrique du Sud, de l'Espagne de Franco, du Portugal et des dernières nations colonialistes, au ban des peuples du monde, elle éloigne de nous les peuples nouvellement indépendants qui ne demandaient pas mieux que de collaborer avec nous. Poursuivre la guerre c'est s'enfermer dans le passé, s'enliser dans la décadence, s'embourber dans le fascisme. Seule la paix peut nous permettre de construire un avenir meilleur.

*Pour la Paix en Algérie par la négociation
Pour l'amélioration du niveau de vie des Travailleurs
Pour la construction d'une Démocratie Socialiste*

ADHÉREZ AU P.S.U.

8, Rue Henner, PARIS-IX^e